

Nouvelles locales du jeudi 30 janvier 2014

@rib News, 30/01/2014 | Politique - Un bras de fer vent de s'engager entre la direction actuelle du parti Uprona et le ministre de l'Intérieur Edouard Nduwimana (photo). Ce dernier vient en effet de prendre le relais de la Justice et d'adresser une correspondance au député Charles Nditije pour lui signifier que sa formation politique n'a plus de dirigeants. Dans cette correspondance, Edouard Nduwimana informe que les organes issus du congrès de Gitega, qui ont porté la tête de ce parti, ne sont plus reconnus par son ministère. Selon l'assistant de Nduwimana, le parti Uprona est remis aux organes qui le dirigeaient avant le début du procès d'opposition en 2011 opposant les membres de ce parti. Tous les gouverneurs de province et le maire de la ville de Bujumbura ont aussitôt informés de cette décision de remettre la direction du parti Uprona à Bonaventure Niyoyankana. [rnb/rpa/bonesha/isanganiro]

- Aussitôt appris la mauvaise nouvelle, les députés de l'Uprona se sont rendus au ministère de l'Intérieur pour demander une mise en garde adressée à Edouard Nduwimana sur la décision qu'il vient de prendre. Ils estiment que le ministre de l'Intérieur fait une immixtion dans l'organisation des partis politiques en voulant leur imposer des organes et qualifie cette décision d'illégitime et contre la procédure normale. Le député Charles Nditije estime que Nduwimana veut tout simplement diviser le parti Uprona et de le faire disparaître petit à petit. Selon lui, cela ne sera jamais le cas puis que les Badasigana vont combattre cette idéologie tout en affirmant que personne n'a le droit d'imposer aux Badasigana des dirigeants dont ils ne veulent pas. Le président du "Courant de réhabilitation du parti Uprona" trouve quant à lui qu'il est fortement étonnant qu'un juriste acheminé qui a suivi une formation en Droit puisse prendre une telle décision alors qu'il y a plus de conflit entre les Badasigana après le retrait de leur litige effectué vendredi de la semaine dernière. Le professeur Evariste Ngayimpenda estime lui aussi que le ministre de l'Intérieur est motivé par le désir de satisfaire sa formation politique et affirme que son action sera sûrement vaine à l'issue. La copie de cette mise en garde a été adressée au représentant spécial du secrétaire général Oral des Nations Unies au Burundi et aux différents ambassadeurs accrédités à Bujumbura. [rpa/bonesha/isanganiro]- L'ancien président de ce parti quant à lui trouve que cette décision du ministre de l'Intérieur est salubre puis qu'elle vient remédier à la situation qui prévalait au sein du parti Uprona. Bonaventure Niyoyankana, qui a aussi reçu la copie de la correspondance de Nduwimana, constate que les choses vont ainsi se normaliser au sein de cette formation politique. Il demande à toute personne de ne pas donner à cette correspondance une interprétation erronée, mais plutôt d'attendre paisiblement la suite qui sera sans doute prometteuse. Il annonce aussi qu'il ne compte pas organiser un congrès national dans l'immédiat, mais qu'il va s'approcher des protagonistes, membres de ce parti pour résoudre les questions qui les opposent.

[rnb/rpa/bonesha/isanganiro] - Les jeunes affiliés aux partis politiques dans les communes de Rogombo, Murwi et Buganda de la province de Cibitoke se regardent en chien de faïence depuis quelques jours. Les jeunes des partis politiques de l'opposition accusent les jeunes du parti au pouvoir de les malmenés et de leur empêcher de tenir des réunions même s'ils ont reçu des autorisations de la part des autorités administrativement compétentes. Ils disent ne pas comprendre cette attitude des Imbonerakure au vu et au su des autorités tant administratives que policières. Ils trouvent aussi que le parti au pouvoir enseigne la politique dans les écoles tant primaires que secondaires et qu'il a déjà commencé la campagne électorale. Le représentant du parti CNDD-FDD dans la province de Cibitoke rejette toutes ces accusations et précise que la cohabitation entre les membres des différents partis politiques est bonne dans cette partie du territoire du pays. [rnb/rpa/bonesha/isanganiro] | Droit de l'homme - La ligue des droits de l'homme Iteka a présenté jeudi matin un rapport de la situation sur les droits de l'homme au cours de l'année 2013. Selon ce rapport, 353 personnes ont été tuées et 493 ont été blessées sur toute l'étendue du territoire du Burundi lors de cette année de se terminer. Tous ces cas ont eu comme origine des faits infraktionnels de la part des autres personnes que ce soit des voisins des victimes ou des autorités tant administratives ou policières. Ainsi, selon le président de cette ligue, même si les chiffres ont diminué par rapport aux années antérieures, il n'y a pas lieu de dire que la situation est bonne. En effet, Joseph Ndayizeye déclare que personne ne doit pas être privé de son droit à la vie ni être torturé ou privé de certaines de ses libertés individuelles sous quelque prétexte que ce soit. Il annonce ainsi que cette organisation va continuer à crier et à sensibiliser afin que tous les cas d'assassinats et de tortures soient adéquatement traités au Burundi et que les causes de la mort ne soient plus que naturelles. Il annonce également que cette sensibilisation va aussi concerner la mise en application des sanctions prononcées contre les auteurs de ces tueries et ses tortures.

[rnb/bonesha] | Education - Les syndicats des enseignants du secondaire et du primaire campent sur leur position d'observer trois jours de grève mensuellement en signe de protestation sur l'attitude du gouvernement en ce qui est de l'harmonisation des salaires des fonctionnaires publics. Selon la présidente du syndicat STEB, la grève de trois jours déclenchée depuis ce lundi jusque ce mercredi a été largement suivie sur toute l'étendue du territoire national. Eula Nibizi trouve pourtant que le gouvernement fuie le dialogue avec les enseignants sans toutefois donner de raison. Elle rappelle que leur lutte vise à éradiquer les inégalités salariales entre les fonctionnaires publics et qu'elle ne doit pas s'arrêter pour rien. Elle affirme par conséquent que cette grève mensuelle de trois jours sera maintenue et profite de cette occasion pour demander au gouvernement d'être conséquent avec lui-même et de mettre ainsi en application les recommandations de l'atelier qui a réuni les enseignants et le gouvernement dans ce sens. [rpa] | Gouvernance - Le porte-parole du gouvernement annonce que les habitants de la province Kayanza qui passent aujourd'hui leur quatrième jour devant les bureaux de l'Ombudsman pour réclamer le paiement de leur argent n'ont qu'à aller se plaindre devant En effet, Philippe Nzobonariba trouve qu'il n'y a pas d'autres moyens pour ces habitants de recouvrer leur argent si ce que la voie judiciaire. Il ajoute également que ce projet a été caractérisé par des malversations d'argent des fonds publics et d'abus de pouvoir et que le gouvernement devra se retourner contre les dilapidateurs. [rpa]